



DECLARATION de la FNEC FP FO F3SCT Départementale du 15 octobre 2024

Monsieur le Directeur Académique,

Cette F3SCT D se réunit alors que la guerre se poursuit et menace de s'amplifier en Ukraine et qu'une généralisation du conflit est en marche au Proche-Orient, mettant en danger tous les peuples de la région et bien au-delà. Les massacres en cours dans la bande de Gaza comme en Cisjordanie doivent cesser immédiatement et l'invasion de l'armée israélienne au Liban doit s'arrêter. La FNEC FP-FO dénonce la première circulaire du nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, consacré à la répression des étudiants et des personnels qui se mobilisent contre le massacre des palestiniens.

La FNEC FP-FO se déclare solidaire de tous ceux qui défendent la paix, le cessez le feu, l'arrêt des livraisons d'armes, ainsi que la liberté d'expression et de manifester.

Sans surprise, le budget proposé par le gouvernement illégitime Macron-Barnier-Le Pen est un budget d'austérité qui va s'en prendre aux services publics et en premier lieu à l'Ecole. Face aux réactions indignées, ce gouvernement illégitime et antidémocratique brandit déjà la carte du 49-3.

Annulation des suppressions de postes programmées !

La rentrée a été marquée partout par le manque de moyens : des classes sont surchargées (allant jusqu'à plus de 35 élèves par classe en lycée ! ou plus localement comme à l'école de la Roche Noire où 31 élèves sont entassés avec 4 niveaux de la petite section au CP), des classes sans professeur, un manque criant de remplaçants dès les premières semaines, des élèves sans AESH, sans infirmière, sans assistante sociale, de très nombreux postes de personnels administratifs restés vacants... Voici donc comment la ministre Genetet entend appliquer ses trois priorités : « *Relever le niveau, relever le niveau, relever le niveau* »... Malgré cela, les personnels et les parents d'élèves continuent de se mobiliser partout en France pour demander des moyens pour l'Ecole. Le gouvernement entend porter un coup d'une violence inédite à l'Ecole publique avec cette saignée historique :

- Plus de 4000 suppressions de postes d'enseignants (- 3155 postes dans le premier degré public, 180 postes dans le second degré public, - 700 postes dans l'enseignement privé)

- Aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux... alors que les équipes sont exsangues

- Aucune création de postes de personnels administratifs alors « *les ministères chargés de l'éducation, de la jeunesse et des sports disposent d'une administration peu nombreuse au regard de l'effectif de leurs agents. Leur ratio gérants-gérés est ainsi de 0,6% soit 6 gestionnaires pour 1000 agents, de très loin le plus faible de l'ensemble de la Fonction publique d'Etat.* » (Citation des LDG ministérielles). La FNEC FP-FO refuse cette saignée, exige l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires !

2000 créations de postes d'AESH ? Vraiment ? La soi-disant création de 2000 postes d'AESH, censée gommer 2000 suppressions de postes, est une gageure. Chacun sait que les AESH vivent toujours sous le seuil de pauvreté et qu'avec leurs conditions de travail dégradées, un poste créé n'équivaut pas à un personnel recruté, faute de candidats. Plus que jamais, seul un Statut et un vrai salaire pour les AESH permettrait de subvenir aux besoins. De plus, le gouvernement cherche avec cette annonce à faire croire qu'il se soucie de la prise en charge des élèves en situation de handicap, tandis qu'il prépare l'acte 2 de l'Ecole inclusive qui vise à démanteler l'enseignement spécialisé et les établissements sociaux et médico-sociaux. Rappelons qu'au moins 24000 élèves qui relèvent de ces structures n'y sont pas scolarisés faute de place. Et ce n'est pas la saignée de postes dans le premier degré qui pourvoit l'essentiel des postes spécialisés, qui va améliorer la situation, bien au contraire. Dans le département, il manque plus de 100 AESH à la rentrée selon vos aveux même M le DASEN. Chiffre que l'on peut largement augmenter en constatant la terrible réalité du terrain et des remontées d'école et d'établissement.

L'inclusion scolaire systématique et forcée est explosive dans tous les établissements et écoles comme à Brassac les Mines, Bort l'Étang, Charbonnier les Mines, Bizaleix, Veyre-Monton... Comment M le DASEN allez-vous répondre et protéger les agents qui sont sous votre responsabilité et qui demandent des solutions immédiates à leurs situations ?

La FNEC FP-FO refuse le gel des salaires et la poursuite de l'austérité ! Ce budget signifie aussi le gel du point d'indice et, compte tenu de l'inflation qui se poursuit, une nouvelle baisse de pouvoir d'achat pour les personnels qui ont déjà perdu plus de 28% depuis 2000. Mais réjouissons-nous ! Ce n'est pas de « l'austérité », c'est de la « rigueur » selon le ministre de l'économie Antoine Armand qui a menacé de manière à peine voilée sur France 2 : « *Un budget d'austérité, c'est un budget dans lequel on coupe les salaires des fonctionnaires de 25 % : ce n'est pas comparable avec le fait de dire "on ne va pas embaucher plus de fonctionnaires"* » ... Le ministre menace ainsi d'un scénario à la grecque, évoquant une « dette colossale » ... Il oublie par contre de mentionner que les entreprises bénéficient, entre autres et sans aucune conditionnalité, de largesses fiscales et d'aides publiques (200 milliards d'euros par an) qui alimentent la dette et garantissent des profits records pour les actionnaires (plus de 140 milliards de bénéfice pour les seules entreprises du CAC 40 pour la troisième année consécutive !) **Et ce seraient encore aux travailleurs de payer ? Inacceptable ! La FNEC FP-FO réaffirme ses revendications !** La FNEC FP-FO, avec les personnels, ne l'accepte pas ! Les salariés et les personnels sont fondés à se réunir en assemblées générales afin de prendre toutes les initiatives pour bloquer ce gouvernement et faire aboutir leurs revendications urgentes :

- Annulation de ce budget d'austérité ! Annulation des 4000 suppressions de postes !
- Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !
- Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice ! Ouverture de négociations pour rattraper les 28,5% de pouvoir achat perdu depuis 2000 !
- Abandon du « choc des savoirs », du SNU, de la réforme de la voie professionnelle et de toutes les mesures qui détruisent l'École !
- Un Statut, un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS ! Abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive et défense de l'enseignement spécialisé !
- Abandon définitif du projet Guerini de destruction du Statut !

Avec sa confédération, la FNEC FP-FO exige l'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites qui concentre toutes les colères. Partout les salariés en discutent. FO organise un meeting national à Paris le 26 octobre, quelques jours avant les débats parlementaires sur l'abrogation de la réforme des retraites. La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir dans les écoles, établissements et services, à participer massivement aux réunions syndicales FO pour discuter des initiatives immédiates à prendre pour la satisfaction sur nos revendications.

A bas le budget d'austérité ! A bas le budget de la Guerre ! A bas la Guerre !

Enfin, nous dénonçons le fait que cette instance, dont nous avons demandé son report, soit maintenue alors que notre fédération avait annoncé dès septembre les dates de notre Commission Nationale Fédérale cette semaine. Notre délégation ne peut donc pas être complète. C'est une 1^{ère} de maintenir les instances dans ce département lors d'instance nationale syndicale prévue à l'avance.